



**HAL**  
open science

**“ Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ”.  
Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil  
(Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ”.  
Natures Sciences Sociétés 31, 2, Ouvrages en débat, p.  
251-254.**

Sara Fernandez

► **To cite this version:**

Sara Fernandez. “ Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ”. Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ”. Natures Sciences Sociétés 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.. Natures Sciences Sociétés, 2023, 31 (2), pp.251-254. 10.1051/nss/2023042 . hal-04513380

**HAL Id: hal-04513380**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04513380v1>**

Submitted on 20 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». Natures Sciences Sociétés 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

**Recension de l'ouvrage :** « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p.

**Auteur de la recension :** Sara Fernandez (INRAE, UMR GESTE, Strasbourg, France), sara.fernandez@inrae.fr

Les vingt et une contributions de cet ouvrage collectif coordonné par Margot Lyautey (EHES, centre Alexandre-Koyré), Léna Humbert (EHES) et Christophe Bonneuil (CNRS, Centre de recherches historiques) sont organisées en cinq parties et une postface, en plus de l'introduction et de la conclusion. Elles contribuent à l'historiographie rurale et environnementale contemporaine en analysant la modernisation comme une construction sociale très située, en montrant la pluralité des alternatives sociotechniques possibles et la manière dont elles ont été négociées, imposées ou verrouillées à différents moments de l'histoire. En ce sens, cet ouvrage constitue aussi une ressource très utile pour le travail prospectif, et l'exploration de bifurcations possibles et de futurs agricoles pluriels.

Si la plupart des contributions portent sur les transformations de l'agriculture française entre 1940 et 1980, certaines adoptent aussi un point de vue international. Regroupées dans la première partie de l'ouvrage, elles mettent le cas français en perspective et montrent la diversité des logiques et des formes prises par la circulation des savoirs, des machines, des molécules chimiques (engrais azotés de synthèse) ou des organismes vivants (semences) qui participent de la modernisation. Deborah Fitzgerald (chapitre 1) donne à voir la circulation de l'expertise fordiste depuis le secteur de la construction ou de l'automobile vers celui de l'agriculture étasunienne puis soviétique et comment elle s'accommode bien d'idéologies d'État très différentes. Pour pouvoir circuler, ici vers l'URSS, malgré des échecs cuisants, la rationalisation industrielle s'appuie sur des représentations physiques, chimiques ou managériales sans épaisseur sociale, spatiale et temporelle. Pour autant, pour convaincre, les experts étasuniens ont aussi bien besoin de lieux : ce sont les sites pilotes de l'Université du Montana, mais aussi et surtout les sovkhozes soviétiques qui « donnent à voir » des tests à grande échelle dans des territoires où ces experts ont beaucoup moins de comptes à rendre au sujet des risques que leurs projets font courir aux populations concernées. Arnaud Page (chapitre 2) et Delphine Berdah (chapitre 6) mettent en perspective les cas français et britannique. A. Page montre comment, dans l'entre-deux-guerres, les politiques en faveur des engrais azotés au nom de l'autosuffisance alimentaire se heurtent à de nombreuses résistances qui seront marginalisées après 1945, au profit d'une survalorisation du pouvoir centralisateur et standardisant de l'azote de synthèse, qui s'appuie sur des synergies avec d'autres leviers de la modernisation, en particulier la transformation génétique en

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». *Natures Sciences Sociétés* 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

faveur d'hybrides moins sensibles à la verse. D. Berdah montre que l'introduction d'antibiotiques dans les rations alimentaires animales, promue par des industriels et experts étasuniens dans les années 1950, est loin d'être une évidence. Les experts zootechniciens doutent de leur efficacité dans des systèmes où, à la différence des États-Unis, les protéines animales font déjà partie des rations alimentaires et ils craignent l'apparition de résistances. Si les antibiotiques destinés à l'élevage s'imposent, c'est d'abord parce qu'ils deviennent l'une des conditions de rentabilité de l'industrialisation de la production d'antibiotiques destinées à la santé humaine. Ce faisant, les risques d'apparition de souches résistantes sont minimisés grâce à une gestion par seuils définis par l'industrie elle-même. Et ce sont, in fine, les rations animales (et les systèmes de production qui vont avec), désormais composées de protéines végétales, qui se sont adaptées.

Les contributions de Gesine Gerhard (chapitre 3), Margot Lyautey (chapitre 4) et Christophe Bonneuil (chapitre 5) portent sur la politique agricole nationale-socialiste allemande et son déploiement à l'étranger. G. Gerhard nuance la thèse dominante d'une visée strictement idéologique agrarienne traditionaliste et raciste de cette politique pour insister aussi sur sa visée modernisatrice en soutien à l'expansion militaire vers l'est et les luttes internes au sein de l'appareil technocratique du IIIe Reich dont elle fait l'objet. M. Lyautey et C. Bonneuil montrent que la modernisation agricole française n'a pas débuté à la Libération sous la seule influence du modèle étasunien. M. Lyautey analyse l'inscription du projet modernisateur agricole national-socialiste allemand dans la gestion foncière non seulement vers l'est, en Pologne, mais aussi dans les zones « interdites et réservées » du nord-est de la France dès 1940. C. Bonneuil administre la preuve de l'influence, sur le régime de Vichy, des pratiques et des savoirs nationaux-socialistes allemands en matière de sélection variétale, soutenue par des échanges réguliers entre chercheurs et cadres de l'action publique depuis les années 1930.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les relations entre le secteur agricole et l'économie générale. Gilles Allaire (chapitre 7) analyse le modèle qui soutient la modernisation et les autres auteurs de cette deuxième partie étudient des dispositifs qui le connectent à l'économie générale. Ces dispositifs organisent (i) la rentabilité de ce modèle grâce au contrôle des prix (cf la contribution d'Alain Chatriot sur l'histoire de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), chapitre 8) ; (ii) des flux financiers via la transformation du crédit agricole (William Loveluck, chapitre 9) ; et (iii) la production de savoirs biologiques, chimiques ou physiques qui à la fois industrialise et autonomise l'aval de la production agricole (Odile Maeght-Bournay et Egizio Valceschini, chapitre 10).

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». *Natures Sciences Sociétés* 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

Pour G. Allaire, l'agriculture familiale, en s'appuyant sur un « pacte social moderniste », des formes de redistribution et un recodage monétaire de la « rentabilité » des exploitations, a été le socle de l'accumulation capitaliste. Il analyse les luttes que cette dynamique a générées et les ambivalences qu'elle a produites, entre cadrage des agriculteurs par des technostructures qui les dépassent et marges d'autonomie. Avec l'histoire de l'ONIC, A. Chatriot montre comment la guerre et les enjeux de ravitaillement légitiment une emprise accrue de l'État sur le marché du blé puis de l'ensemble des céréales, emprise très contestée mais qui contribue pourtant à transformer les polyculteurs-éleveurs en acteurs économiques associés à des biens de consommation particuliers. Un tel dirigisme d'État ne résistera pas à l'apparition de surplus dès les années 1950. W. Loveluck analyse aussi l'accroissement de la tutelle administrative sur le Crédit agricole entre les années 1930 et les années 1970, ainsi que sa financiarisation selon un paradigme keynésien qui construit un horizon de prévisibilité des recettes, tout en permettant de prélever dans l'économie réelle et l'épargne rurale. Dans l'après-guerre, les ressources financières à crédit sont de plus en plus pensées comme un « droit » à la modernisation. O. Maeght-Bournay et E. Vasleschini montrent comment la politique de modernisation du ministère de l'Agriculture français à partir des années 1960-1970 autonomise production et alimentation pour mieux faire de la seconde un objet industrialisé à part entière, indépendant de la qualité de ce qui est produit, à grand renfort de normes et de standards, et surtout de nouvelles technologies sur les processus biologiques (fermentation pasteurienne puis génétique). Les auteurs analysent comment l'INRA s'est saisi de ce nouveau paradigme, en transformant non seulement les objets mais aussi les manières de faire de la recherche en biologie, en physique appliquée et en chimie au service de l'industrie. Ce faisant, l'injonction moderniste de l'État se déplace de la productivité vers l'innovation en s'appuyant sur le modèle étasunien de groupes multinationaux très concentrés.

La troisième partie explore les discours et les pratiques de « l'Évangile modernisateur », ses prescriptions, aspirations, réappropriations et cosmologies. Les contributions de Mathieu Gervais (chapitre 11) et Aurélien Gabriel Cohen (chapitre 13) l'analysent à partir de textes (la revue *Paysans* et deux ouvrages emblématiques<sup>7</sup> de l'épistémologie modernisatrice) tout en montrant comment ces textes révèlent aussi une certaine réflexivité. Sylvain Brunier (chapitre 12) s'intéresse enfin à l'opérationnalisation de la première révolution fourragère par les transformations du régime de conseil agricole.

Mathieu Gervais définit la modernisation à partir du sens et des débats qu'elle suscite chez les acteurs des mouvements agricoles qui la promeuvent, marqués par un héritage catholique et anticommuniste. La modernisation s'inscrit alors dans le projet technoscientifique et de « démocratie économique » de la Ve République, qui défend d'un côté une transformation de l'identité paysanne de tendance industrialiste, où la

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». *Natures Sciences Sociétés* 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

modernisation est une promesse d'émancipation, et de l'autre le maintien de ses spécificités pour nourrir une idéalisation romantique des campagnes au nom des services qu'elle rend à la société et mieux les éloigner du monde ouvrier. A.-G. Cohen montre, quant à lui, la tension qui traverse l'épistémologie modernisatrice et les effets de cadrage qui organisent les questions que les agronomes cherchent à résoudre. La reconnaissance de la variabilité et de la contingence de l'observation entre en effet en tension avec la volonté d'apporter une réponse générique fondée sur des lois qui inscrivent les actions dans un horizon de certitude. Or, A.-G. Cohen montre que la quête d'universalité de l'agronomie est finalement une réponse à un problème très situé tel que se le pose l'industrie (commensurabilité, uniformisation, stabilité, réductionnisme...). C'est aussi la capacité de la logique industrielle à ignorer les dégâts qu'elle produit qui revient à inscrire les savoirs agronomiques dans une logique « d'adaptation » au service d'un progrès à la fois inéluctable mais aussi, in fine, jamais vraiment là. S. Brunier, quant à lui, montre comment les techniciens-conseils deviennent ceux qui négocient localement cette tension grâce non seulement à des écrits qui circulent entre les multiples groupes de vulgarisation agricole et qui permettent l'accumulation des savoirs et les comparaisons, mais aussi par la parole lors de réunions publiques ou de visites dans les exploitations. Les éleveurs sont enrôlés grâce à tout un travail de comparaison et de reclassement de leurs pratiques qui retravaille les hiérarchies, valorise l'adéquation des pratiques aux normes élaborées par les techniciens et s'inscrit dans la promesse modernisatrice portée par les mouvements analysés par M. Gervais. Avec la « première révolution fourragère<sup>8</sup> » des années 1950, il s'agit de mettre au travail les prairies et leurs couverts végétaux qui deviennent des cultures comme les autres à intensifier. L'opérationnalisation de cette modernisation passe à la fois par des expérimentations, ici le bassin lyonnais, et l'enrôlement de producteurs de lait pour des essais « grandeur nature » qui, en retour, nourrissent sa théorisation. Ce faisant, le régime de conseil agricole n'est plus ponctuel ou dédié à certaines productions, mais s'inscrit désormais dans la durée et s'étend même à des zones d'élevage de petites et moyennes exploitations.

La quatrième partie interroge la modernisation du point de vue des conflits et des alternatives qu'elle a suscités. Ses contributions enrichissent l'historiographie sur l'agriculture biologique, jusqu'ici plutôt traitée dans sa dimension idéologique, pour mieux donner à voir les réseaux scientifiques et les pratiques qui l'ont façonnée. Céline Pessis (chapitre 14) étudie « la croisade pour l'humus ». Face à un imaginaire modernisateur qui fait du sol un support physique inerte, des agronomes, microbiologistes et médecins valorisent sa dimension biologique, les savoirs qui l'informent et réarticulent enjeux sociaux, alimentaires et agricoles différemment. Ils s'appuient sur des comparaisons entre l'agriculture d'un côté et le corps humain et sa

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». *Natures Sciences Sociétés* 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

flore microbienne de l'autre, le déploiement de démonstrateurs et d'expériences multiples. L'agriculture « fermentaire » s'appuie bien sur une expertise, des savoirs et des acteurs qui ne sont pas d'entrée, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, marginalisés ou jugés ésotériques, mais que la techno-structure d'après-guerre va peu à peu mettre au ban des institutions qui comptent, produisant ainsi de l'ignorance. L. Humbert (chapitre 15) étudie les mécanismes par lesquels l'action publique désamorce les contestations des apiculteurs face aux dégâts causés par les insecticides de synthèse sur les populations d'abeilles après 1945. Dans ce cas, la production d'ignorance s'appuie sur un imaginaire qui fait du recours aux insecticides de synthèse un besoin impérieux. Elle fait intervenir des techniques de concertation, des seuils, des catégories (« la pleine floraison ») et des promesses technologiques (insecticides de synthèse inoffensifs pour les abeilles) qui produisent d'un même mouvement des cadres de recherche à l'INRA et un inversement de la charge de la preuve au détriment des apiculteurs, selon un imaginaire qui exclut les abeilles et leurs ruches de l'espace rural. Vénus Bivar (chapitre 16) illustre, quant à elle, les contestations de la modernisation agricole avec trois études de cas. Elle analyse d'abord la trajectoire d'une figure réactionnaire, Raoul Lemaire, puis les oppositions au dirigisme de l'État dans les remembrements et au pouvoir de préemption qu'il confère à la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). Alexis Vrignon (chapitre 17) montre, quant à lui, plutôt la pluralité des orientations normatives et pratiques qui ont caractérisé l'association « Nature et Progrès », loin de l'idée de la centralité de thèses réactionnaires en son sein que certains travaux ont soutenue.

La cinquième partie concerne la diversité des manières de faire avec, de contourner ou de résister, en des lieux particuliers, au schème de la modernisation dans les décennies d'après-guerre. Agnès Bonnaud, Pierre Cornu et Gaëlle Laurent (chapitre 18) et Dominique Fayard (chapitre 20) montrent comment deux espaces avec leurs histoires agraires, sociales et écologiques singulières, plutôt voués à disparaître avec la modernisation agricole, s'en sont saisis pour se réinventer tout en maintenant leur singularité. A. Bonnaud et al. montrent, avec le cas de l'Aubrac, comment cette réinvention a fait intervenir un réseau d'acteurs hétérogènes, en particulier des chercheurs de différentes disciplines et comment il a, en retour, retravaillé la recherche à l'INRA pour explorer, même si c'est dans ses marges, des alternatives grâce au concept de « systèmes agraires ». L'Aubrac incarne un imaginaire où la rusticité en fait sa capacité à s'adapter, mais aussi un « système homéostatique » qui tend alors à effacer sa dynamique et l'ampleur des changements dont il a fait l'objet. D. Fayard analyse, quant à lui, le cas du Charollais-Brionnais où le modèle « d'embouche9 » s'appuie sur un terroir avec ses sols et ses expositions spécifiques, et ses faibles besoins en main-d'œuvre. Il est menacé d'extinction dès les années 1950 alors que le modèle industriel

**Pour citer cet article :** Sara Fernandez. 2023. « Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle ». Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (Eds). Presses universitaires de Rennes, 2021, 365 p. ». Natures Sciences Sociétés 31, 2, Ouvrages en débat, p. 251-254.

internationalise le partage des tâches entre vèlage et engraissement, et transforme aussi l'engraissement avec les deux « révolutions fourragères » déjà abordées dans d'autres contributions. Les emboucheurs brionnais résistent aux injonctions à la modernisation en ne laissant pas de prise au remembrement, en perpétuant une gestion singulière des parcelles et une valorisation des près « violents<sup>10</sup> ». Ayant réussi à échapper à toutes les tentatives de le faire disparaître jusqu'aux années 1980, le modèle des emboucheurs s'est ensuite ironiquement retrouvé revalorisé avec la réhabilitation des haies et des bocages. Claire Delfosse et Pierre Le Gall (chapitre 19) montrent, quant à eux, comment l'autonomisation, la massification et la standardisation de la production de lait génèrent de nouvelles formes de concurrence, des luttes autour de ce qui définit la qualité des produits et des formes d'adaptation autour de « marchés de niche » avec l'exemple du beurre et du saint-nectaire fermiers.

La conclusion permet aux coordinateurs de dégager plusieurs caractéristiques générales du processus de la modernisation agricole qui, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, insère assez diversement les sociétés rurales dans le capitalisme industriel, provoque des transformations profondes non seulement des modes de coordination, des manières de gouverner ou encore d'appréhender les qualités mais produit aussi des altérations biophysiques significatives. En postface, enfin, Pierre Alphanéry et Agnès Fortier (chapitre 21) retracent le vaste processus de rationalisation des pratiques naturalistes que les politiques de la nature ont suscité sans arriver à modifier significativement les territoires et les pratiques de l'agriculture productiviste.